Conférence de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation en Syrie et sur le système d'écoutes américain, à Londres le 22 octobre 2013.

2013-10-22

La réunion d'aujourd'hui était une réunion fructueuse des 11 pays qui constituent ce que l'on appelle le Core group des Amis de la Syrie. Nous avons apporté un double soutien fort à la fois à la coalition nationale syrienne, et au processus de Genève.

Ce matin tôt, à sept heures, j'ai vu à Paris le secrétaire d'État américain John Kerry. Ensuite, je suis venu ici : nous avons eu d'abord une réunion à onze sur le processus de Genève, et ensuite nous avons eu un déjeuner de travail avec la coalition nationale syrienne et son président M. Jarba. Nous avons publié un communiqué que William Hague rendra public, et qui est la position des 11 pays à propos de Genève et de la coalition nationale syrienne.

C'est la déclaration la plus ferme, la plus précise et la plus forte que nous avons faite sur ce sujet. Il y a en particulier quatre éléments qui doivent être soulignés : d'abord nous rappelons l'objectif de Genève 2, qui est de permettre une transition politique dans laquelle M Bachar Al-Assad n'a pas de rôle. Cette transition politique va se caractériser par la mise en place d'un gouvernement transitoire. Premier élément très fort, nous réaffirmons que c'est cela l'objectif de Genève 2 - conforme au texte que nous avons signé à Genève 1.

Deuxième point, nous fixons un échéancier : nous disons qu'il ne s'agit pas pour le régime syrien d'essayer de gagner du temps mais qu'il y a des objectifs, des échéances, c'est ce que nous demandait la Coalition nationale syrienne.

Le troisième point, c'est que nous réaffirmons que du côté de l'opposition, c'est la Coalition nationale syrienne qui doit être the heart and the lead, c'est-à-dire le coeur et le leader de l'opposition. Il ne s'agit pas d'essayer de jouer sur telle ou telle division.

Enfin, le dernier point c'est que nous réaffirmons la nécessité d'avancées humanitaires urgentes, puisqu'on est dans un paradoxe absolument insoutenable : les représentants internationaux ont le droit d'aller dans beaucoup de villes syriennes pour détruire les armes chimiques, mais ils n'ont pas le droit d'y aller pour empêcher la population de mourir de faim.

Dans beaucoup de villes en Syrie, les gens en sont réduits aujourd'hui à manger des chiens et des chats. Il y a beaucoup d'enfants qui meurent de faim, c'est ça la situation aujourd'hui.

Nous avons réaffirmé, autour de ces objectifs extrêmement précis, l'unité des onze pays que nous sommes, c'est-à-dire à la fois des pays européens, les États-Unis et des pays arabes, et nous demandons en retour que l'opposition fasse preuve d'unité.

Voilà le point central : que les onze pays apportent leur plein soutien à la fois à la CNS et au processus de Genève 2. Voilà l'objet de cette rencontre aujourd'hui.

Comme je sais que vous êtes curieux de nature, j'imagine que vous allez aussi me poser des questions sur ce que j'ai fait à sept heures du matin, quand j'ai reçu le secrétaire d'État américain. Nous avons parlé à la fois de la Syrie, de l'Iran et de l'espionnage américain en France.

J'ai redit à John Kerry ce que François Hollande a dit hier à Barack Obama, c'est-à-dire que l'espionnage tel qu'il a été pratiqué à grande échelle de la part des Américains et vis-à-vis d'alliés est quelque chose d'inacceptable. Je lui ai demandé, d'une part, de me fournir rapidement des éléments d'information, d'autre part que ces pratiques cessent, ce qui est la moindre des choses.

John Kerry m'a répondu, comme l'avait fait d'ailleurs le président Obama, que c'est un système qui est hérité d'administrations précédentes et qu'ils étaient en train de pratiquer une review, une revue de ce système, pour trouver un équilibre entre d'un côté les exigences de sécurité et de l'autre la protection des libertés individuelles. Sans doute. Mais nous voulons d'une part que ces pratiques cessent, et d'autre part que nous soyons informés de tout ce qui existe, parce qu'il n'est pas question de découvrir cela à travers tel ou tel article de journal ou déclaration, ou élément recueilli après l'affaire Snowden. Voilà où nous en sommes.

Parallèlement, comme vous le savez sans doute, la question de la protection des données personnelles va être abordée par le président de la République au cours de la semaine puisqu'il va se tenir un sommet européen où la question du numérique sera posée. On ne peut pas envisager un développement du numérique s'il n'y a pas en même temps une protection des données personnelles. C'est une question qui se pose également parce que nous sommes en train de travailler sur une éventualité de partenariat transatlantique entre les États-Unis et l'Europe ; évidemment cette question se pose non seulement pour la France mais aussi pour d'autres pays. Deux réunions de groupes de travail compétents ont eu lieu à ce sujet mais pour l'instant ces réunions n'ont rien donné.

Nous comptons que dans les prochaines semaines, sans perdre de temps, les Américains nous donnent des informations sur ce sujet. Les informations publiées cet après-midi dans Le Monde reprennent des choses déjà dites en juin. Nous avons déjà pris des premières mesures, en particulier au Quai d'Orsay, puisque nous avons décidé de sécuriser un certain

nombre de communications et d'autre part nous avons lancé une motion d'audit sur nos installations aux États-Unis puisqu'il apparaissait qu'elles ont été espionnées, ce qui est évidemment tout à fait inacceptable. Voilà le deuxième point que je voulais évoquer.

Le troisième point, puisqu'on est en situation, c'est ce qui a été annoncé hier. L'accord entre les Britanniques et EDF est un accord de très grande portée, qui doit être salué, c'est un des accords les plus importants, peut-être l'accord le plus important, passé dans ce domaine depuis beaucoup d'années, c'est le fruit d'un travail considérable de la part, bien sûr, d'EDF, mais cet accord a été accompagné par beaucoup d'actions diplomatiques ; notre ambassadeur me rappelait que le président de la République française avait abordé ce sujet la première fois où il a rencontré le Premier ministre britannique, et j'ai moi-même eu très souvent l'occasion d'aborder ces sujets.

C'est un accord qui se traduira sur le plan de l'emploi par de nombreuses créations d'emplois en Grande-Bretagne et le maintien ou la création de nouveaux emplois en France. Cela consolide évidemment notre filière nucléaire, la réputation excellente d'EDF partout dans le monde, et cela symbolise ce que la technologie française, en liaison avec nos amis britanniques, peut faire de mieux, donc je pense que c'est un grand succès que chacun doit saluer.

Je suis à vous.

Q - Sur la NSA, quelles sont les conséquences des révélations d'aujourd'hui sur le fait que des conversations diplomatiques, des missions diplomatiques de la France aient été espionnées par les Américains, qu'est-ce que vous avez dit à John Kerry précisément et qu'est-ce qu'il peut vous répondre là-dessus ?

R - Le fait que de telles pratiques soient développées à ce point entre partenaires, amis et alliés - je crois que nous sommes parmi les plus vieux alliés - est quelque chose d'inacceptable. Cela, d'une part, doit cesser, et d'autre part nous avons demandé qu'un point très précis soit fait entre Français et Américains sur ce qui s'est pratiqué et sur ce qui se pratiquerait encore. Un groupe d'analyse très précis se réunira sans délai sur ce point.

Q - Est-ce que vous avez l'impression que la conférence de Genève 2 va se dérouler, quand, et est-ce que la coalition de l'opposition va participer, parce qu'il y a des...

R - Cette réunion a été positive. J'ai assisté à un certain nombre de réunions dans le passé, elles ont été diverses mais celle-ci a été positive. Positive du côté des onze, parce que c'est la fois où nous avons été le plus précis sur la préparation de Genève 2 et sur les conditions de Genève 2 et nous sommes, au sein des onze pays, différents parce qu'il y a à la fois des pays arabes, les États-Unis, la France, d'autres encore, donc de ce point de vue-là c'était positif. Cela était aussi positif du point de vue de l'opposition. Lors du déjeuner de travail que nous avons eu, le président Jarba était accompagné par nombre de ses collègues et ils nous

ont dit exactement comment les choses se présentaient pour eux, c'est-à-dire qu'ils étaient désireux d'aboutir à une solution politique, mais qu'en même temps c'était extrêmement difficile. Par exemple, comment aller à Genève 2 et discuter, alors qu'au même moment de nombreux Syriens se font tuer et encore plus qui n'ont même pas la possibilité de manger ou d'étudier. Nous leur avons fourni un certain nombre de réponses, vous en verrez dans le texte que nous avons publié, et puis d'autres que nous avons fournies oralement, et à partir de là ils tiendront une réunion prochainement et prendront la décision nécessaire. Mais moi j'ai ressenti cette réunion comme doublement positive.

Q - Pour vous, elle aura lieu [Genève 2]...

R - Nous souhaitons que Genève 2 ait lieu. Pourquoi ? Parce que la seule solution au conflit syrien est politique, nous n'avons cessé de le dire. Pour qu'il y ait un Genève 2 qui soit positif, il faut qu'il y ait d'un côté des éléments du régime, pas Bachar Al-Assad mais des éléments du régime, et de l'autre l'opposition modérée. Si on ne fait pas ça, que va-t-il arriver ? Vous aurez d'un côté le régime, et de l'autre les extrémistes, les terroristes, et à ce moment-là cela veut dire un conflit sans fin avec une explosion de la Syrie et des conséquences extrêmement lourdes pour les Syriens, pour toute la région et aussi pour nous-mêmes, cela veut dire un développement du terrorisme. Nous travaillons pour une solution politique matérialisée par Genève 2. Évidemment, nous ne sommes qu'un élément, nous ne pouvons pas remplacer les deux parties, mais nous faisons le maximum pour que cette solution politique puisse intervenir.

Q - William Hague a évoqué ce matin la possibilité d'inviter l'Iran à la table des négociations ?

R - Ceci n'a pas été évoqué ce matin dans notre conversation. Nous avons une position claire, qui est de dire - et nous le redisons dans notre texte - que la condition sine qua non pour que tel ou tel pays participe, c'est qu'il accepte les règles et les objectifs de Genève 2. Parmi ces objectifs, Genève 2 vise à dégager un gouvernement de transition ayant tous les pouvoirs, donc par définition pas M. Bachar Al-Assad, mais prenant les pouvoirs de Bachar Al-Assad. Si les Iraniens acceptent expressément cet élément, à ce moment-là on peut peut-être considérer leur participation... mais c'est la condition sine qua non : vous ne pouvez pas faire venir à la table des négociations des partenaires qui n'acceptent pas l'objet de la négociation. Là-dessus nous sommes tous d'accord.

Q - Vous aviez l'air assez dubitatif Monsieur le Ministre, sur le démantèlement des armes chimiques, c'est une chose mais ça ne règle évidemment pas tout et il y a la question humanitaire...

R - Bien sûr, vous vous rappelez dans quelles conditions Bachar Al-Assad a d'abord nié qu'il y ait des armes chimiques. Ensuite, compte tenu de la pression française et américaine, les Russes et les Syriens ont été obligés de reconnaitre qu'il y avait des armes chimiques.

Ensuite, un accord a été passé pour démanteler les armes chimiques, ce qu'on est en train de faire. Mais pendant le démantèlement des armes chimiques, les massacres continuent avec des armes conventionnelles, et elles ne sont pas plus acceptables que les armes chimiques. Ce qui est extrêmement choquant - et le mot est faible - c'est qu'il peut y avoir, et il y a en ce moment, un contrôle sur le terrain en Syrie des armes chimiques, les inspecteurs pouvant aller un peu partout ; mais en revanche, ils ne peut pas aller secourir la population et lui apporter de la nourriture. Évidemment, les Syriens considèrent cela comme inacceptable et ils ont raison. Ils disent : c'est très bien de démanteler les armes chimiques, mais nous voudrions tout simplement manger. Nous voudrions qu'on arrête ces bombardements qui nous assassinent. Et ils ont raison.

Q - Est-ce qu'il y a la moindre chance de succès, si Genève 2 a lieu, si on ne parle pas avec l'homme fort de Damas, Bachar Al-Assad, qui est remis au centre du jeu maintenant ?

R - La condition sine qua non, je vous ai dit, c'est un objectif bien précis et là-dessus tous les participants sont d'accord. Genève 2 vise à dégager, par accord entre les deux parties (le régime d'une part, l'opposition d'autre part), un gouvernement de transition qui aura tout le pouvoir exécutif, le pouvoir exécutif que détient aujourd'hui Bachar Al-Assad. Donc c'est Bachar qui sera mis lui-même devant les réalités. Mais c'est moins vrai ces jours derniers : comme il sent que Genève 2 peut avoir lieu, il prend du recul comme s'il était mis devant son propre bluff : mais nous n'avons pas à entrer là-dedans. Nous avons tous signé - j'ai signé au nom de la France, les Russes ont signé et les Américains ont signé - le communiqué de Genève 1 en juin de l'année dernière, et Genève 2, c'est la mise en pratique de Genève 1. Et Genève 2, c'est fait pour dégager un gouvernement de transition, et dans ce gouvernement de transition, M. Bachar Al-Assad n'a pas de rôle.

Q - Mais Monsieur le Ministre, comment cela se fait que le secrétaire général de la Ligue arabe ait annoncé le 23 novembre comme date pour Genève 2, et finalement ce que vous venez d'expliquer ne laisse pas augurer de la venue de...

R - Non, je n'ai pas donné de date personnellement. Ce qui a été convenu, et exprimé en notre nom par M. Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies, comme nous étions à New York, c'est le souhait que Genève 2 ait lieu à la mi-novembre. Ban Ki-moon s'est exprimé en notre nom et au nom des Nations unies. Ensuite il y a toute une série de processus, la Ligue arabe est intervenue, M. Brahimi, qui est l'envoyé des Nations unies, fait son travail, donc nous avançons. Des dates sont avancées par les uns et ou les autres, mais pour le moment il n'y pas de date officielle, et il appartient bien sûr aux Nations unies de déterminer cette date, même si la date du 23 novembre, citée par notre ami le secrétaire général de la Ligue arabe, n'est pas très loin de la mi-novembre. La date exacte sera publiée le moment venu, par les Nations unies.

Q - Que vous inspire le fait que Bachar Al-Assad se propose de se représenter à la présidentielle syrienne, éventuellement, l'an prochain ?

R - Personne de raisonnable ne peut imaginer qu'il y ait une solution de paix en Syrie - et nous souhaitons la paix en Syrie - avec M. Bachar Al-Assad se représentant dans la situation qu'on connait avec plus de 100 personnes tuées ou assassinées chaque jour ; cela défie l'entendement. Il dit ça comme une espèce de défi, de bravade... mais vous imaginez, vous, des élections ayant lieu dans des conditions entre guillemets normales, pour la Syrie telle qu'elle est aujourd'hui ? Cela n'a absolument aucun sens : personne, aucun membre de la communauté internationale, ne pourrait reconnaitre ces élections.

Q - Vous êtes confiant sur la position américaine par rapport aux paramètres de Genève 1, parce qu'on dit beaucoup que les Américains vont peut - être aller avec les Russes ?

R - Écoutez, je crois ce que je vois et ce que je peux contrôler. Ce qui est certain, c'est que les Américains étaient présents ce matin dans le cadre de ce groupe de onze. Le texte servant de base, a été préparé par les Français. Au départ l'initiative est française ; il y a de cela dix jours, voyant le blocage de la situation, nous avons préparé un avant - projet, nous l'avons montré à nos amis arabes, ensuite à d'autres, et sur la base de ce texte on est arrivé au texte que vous verrez aujourd'hui, et je pense que ceci a été reconnu par les uns et par les autres. Les Américains, évidemment, jouent un rôle très important, ils ont accepté pleinement le texte, donc ils sont engagés comme nous par ce texte.

Q - Une dernière question sur l'affaire de la NSA Monsieur le Ministre. Vous avez senti John Kerry, enfin les Américains, comment par rapport à cette affaire ? John Kerry, vous l'avez senti comment ce matin ? Embêté, concerné mais pas si embêté que ça, pragmatique, finalement ?

R - Je ne veux pas me mettre à sa place, mais je pense que, d'une certaine manière il était embarrassé. Il est arrivé en France et il a été accueilli, si je puis dire, par un grand titre du journal Le Monde disant en gros, «les Américains espionnent les Français». Pour quelqu'un qui tient à l'amitié franco-américaine, ce n'est pas une bonne situation. D'un autre côté, ce n'est pas quelqu'un de naïf : il sait que ces pratiques existent, mais certaines pratiques sont une chose, autre chose est l'espionnage systématique de l'un de ses plus proches partenaires, et il a insisté auprès de moi sur le fait que c'est un système dont ils ont hérité et qu'ils sont en train d'examiner. Cela n'empêche pas que je lui aie fait les protestations nécessaires, non pas de Laurent Fabius à John Kerry, mais du chef de la diplomatie française au chef de la diplomatie américaine. Nous ne sommes pas naïfs, nous considérons que la lutte contre le terrorisme est une nécessité. La lutte contre le terrorisme est une chose, autre chose est l'espionnage systématique de dizaine de millions de données, ce n'est pas la même chose.

Q - Ce n'est pas un peu hypocrite de dire que c'est inacceptable comme pratique, effectivement vous venez de dire que vous n'êtes pas naïf, on sait bien qu'il y a des pratiques, la France a un certain nombre de pratiques également, c'est une grande déclaration pour le principe et dans deux jours on oublie tout...

R - Si vous faites les questions et les réponses cela va simplifier mon travail. La réalité n'est pas celle - là : chaque pays se défend et essaye d'avoir des renseignements sur des choses dangereuses, mais je pense que ce qui a choqué c'est l'ampleur, le caractère systématique. Autant il est tout à fait légitime de se prémunir contre tel ou tel attentat, et nous le faisons nous-mêmes, mais c'est autre chose d'écouter votre téléphone en tant que journaliste si c'est le cas, ou le téléphone de monsieur tout-le-monde. C'est la systématisation qui pose un problème que chacun comprend, que vous en tant que citoyen, vous devez ressentir.

Q - La France n'a pas mis sur écoute l'ambassade américaine ?

R - Pas à ma connaissance non.

Q - Mais la France n'est pas condamnée à des protestations de forme, justement ?

R - Nous disons ce que nous avons à dire, nous faisons un certain nombre de chose pour le futur et nous procédons avec les Américains et par nous-mêmes à un certain nombre de vérifications.

Q - Est-ce que ça n'a pas un peu entaché la relation franco-américaine ?

R - En tous cas entre alliés proches, il faut s'expliquer clairement, comme nous l'avons fait, et prendre des dispositions pour que ce qui a été fait d'excessif ne se reproduise plus.

Q - Vous avez parlé d'un groupe de travail franco-américain qui se pencherait là - dessus, ça se passerait quand ?

R - Plusieurs choses, au niveau de l'Europe, d'une part, et des Américains, d'autre part. Dans le cadre de la préparation d'un éventuel traité transatlantique, c'est une chose. Mais pour ce qui concerne spécifiquement l'espionnage, il faut à ce niveau-là que nos services, car c'est à ce niveau que ça se fait, se réunissent et nous apportent des éléments rapidement - rapidement, cela veut dire rapidement.

Q - Il y aura un suivi, Monsieur le ministre, sur cette réunion sur la Syrie avant... ?

R - Oui, très certainement. Il y des réunions la semaine prochaine, et celle début novembre à Istanbul. Et puis, nous avons prévu un certain nombre de procédures internes sur le détail desquelles je n'ai pas à insister, mais qui font que la préparation va être très précise.

Q - Une réunion à Paris, par exemple ?

R - Oui, une réunion à Paris, bien sûr. Il y a des préparations, comment dire... de conduite de la négociation européenne. Mais la France est vraiment au coeur du dispositif. Et en même temps, je vous l'ai dit, il faut être lucide : c'est une situation très difficile. Je vous l'ai dit, il faut bien voir que la coalition nationale est attaquée sur deux fronts. Vous avez d'un côté le régime qui la bombarde, essaye de la discréditer, etc. Et de l'autre, vous avez des extrémistes djihadistes, qui, eux aussi, attaquent cette coalition durement. Et on voit dans certains cas une alliance objective, ou bien subjective, entre d'un côté le régime et de l'autre les radicaux. C'est ainsi que le régime l'année dernière a libéré un certain nombre de prisonniers, qui ont alimenté ces factions. D'autre part, des ressources pétrolières avaient été captées par l'une de ces organisations : ces ressources pétrolières ont été vendues au régime, et un certain nombre de spécialistes remarquent que le régime n'attaque pas certaines zones contrôlées par ces éléments radicaux extrémistes.

Que voulons-nous ? Nous voulons une Syrie démocratique où chacun ait le droit de s'exprimer, où les minorités, où tout le monde soit respecté. Ce sont les Syriens modérés qui peuvent incarner cela, nous leur apportons donc notre soutien. En même temps, nous constatons qu'ils sont l'objet d'attaques, d'un côté et de l'autre, qui sont extrêmes rudes. Et d'autre part John Kerry lui - même ce matin a reconnu ce qu'il a appelé le no-strike cost, le «coût de la non-frappe», qui est une évidence. Beaucoup de Syriens espéraient ces frappes : elles n'ont pas eu lieu. Du point de vue psychologique et pratique, cela a eu certaines conséquences, et il faut en tenir compte. Mais dans notre analyse, nous voulons une Syrie libre, démocratique, et nous pensons que l'opposition modérée représente cela. Nous essayons de l'aider, et puisque la solution doit être politique, c'est dans le cadre de Genève 2 que l'on doit l'apporter : d'où notre souhait que Genève 2 ait lieu et notre préparation par rapport à Genève 2.

Q - Les Saoudiens étaient venus vous voir, Monsieur le Ministre, inquiets par la position américaine...

R - Nous travaillons de manière proche avec les Saoudiens, et les Saoudiens ont été les premiers auxquels nous avons présenté le texte que nous avons mis au point. Ils ont souhaité un certain nombre d'amendements, nous les avons faits et ensuite nous avons fait circuler le texte à beaucoup d'autres : aux Qatariens, aux Turcs, aux Américains, aux Britanniques, etc. Nous avons donc été au départ de cette initiative.

Q - Quel serait l'intérêt d'un Bachar Al-Assad de se plier aux exigences d'un Genève 2, maintenant que les frappes ne sont plus sur la table effectivement, qu'il y a eu le no-strike cost...

R - C'est une des contradictions de Bachar Al-Assad : pendant longtemps, M. Bachar Al-Assad, nous ont dit les Russes, a dit qu'il allait envoyer des gens à Genève 2. Et nous le souhaitons, car il faut qu'il y ait des représentants du régime. En même temps, essayons

d'être cohérents : l'objet de Genève 2 c'est un gouvernement de transition doté de tout le pouvoir exécutif. Les envoyés de Bachar Al-Assad devraient discuter de la façon dont M. Al-Assad serait dessaisi de son propre pouvoir. Et c'est peut-être justement parce que l'on se rapproche de Genève 2 que vous commencez à entendre un son de cloche différent de sa part. Il va être mis devant ses éventuelles contradictions, et ses alliés et ses partenaires aussi. Les Russes, eux, soutiennent le processus de Genève 2. Parce que les Russes ne veulent surtout pas qu'il y ait un développement du terrorisme, ce à quoi nous répondons : sans doute. Mais si vous avez d'un côté M. Al-Assad, et de l'autre les radicaux, vous aurez un développement du terrorisme. C'est la raison pour laquelle ils soutiennent le processus de Genève 2, mais vous avez tout fait raison de dire cela va soulever quelques questions.

M. Bachar Al-Assad aimerait beaucoup que la coalition n'y participe pas, parce que cela lui permettrait de dire «moi je suis disponible, mes envoyés sont disponibles, mais eux ne veulent pas venir». C'est un des arguments que nous donnons à la coalition : si vous voulez mettre M. Bachar Al-Assad devant ses contradictions, il faut que vous soyez là, et à ce moment donné il sera obligé de choisir.

Q - Dans ces conditions, après deux ans de guerre civile atroce, vous avez quel genre d'optimisme, d'abord que Genève 2 ait lieu, et que cela puisse déboucher...

R - Je ne me pose pas la question en terme d'optimisme. Nous faisons une analyse en nous disant : si, dans une situation extrêmement difficile, humainement épouvantable, nous voulons faire jaillir un espoir, il faut une solution politique. La solution politique s'appelle Genève 2. Mon rôle ce n'est pas d'être pessimiste ou optimiste, c'est de faire le maximum pour aider à ce que ça ait lieu : c'est ce que nous faisons. Merci beaucoup.

William Hague, ses services, vous donneront le texte du communiqué : c'est assez long et assez précis.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 23 octobre 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/189340-conference-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrange